

DOSSIER

**CHRONIQUE EUROPÉENNE
DE SOCIOLOGIE**

Janvier 2002

Revue de l'OFCE 80

CHRONIQUE EUROPÉENNE DE SOCIOLOGIE

Cellule de sociologie de l'OFCE

Henri Mendras et **Sylvain Meyet** s'interrogent sur l'avenir de la société italienne. Depuis longtemps déjà, le Nord a un des taux de fécondité les plus bas d'Europe qui fut, pendant longtemps, compensé par le fort taux du Mezzogiorno. Or, celui-ci, en chute depuis dix ans, est en passe de rejoindre celui du Nord. Si cette situation se poursuit, la population totale du pays va baisser de 50 % en cinquante ans. Les causes de cette situation sont recherchées dans la force de la famille italienne qui retient les enfants au foyer parental plus longtemps que dans aucun autre pays d'Europe et maintient le mariage comme préalable à la naissance. La transformation des mœurs familiales paraît donc la condition d'une reprise démographique. Une forte immigration est une autre solution probable.

Anna Sianko décrit le foisonnement d'associations qui s'est développé à la suite de Solidarnosc pendant la dernière période du régime socialiste en Pologne. Ces associations se sont rapidement multipliées après 1989 ; elles ont souvent servi de relais à une administration débordée par les changements. Elles ont pris en charge des secteurs variés : école, environnement, sport, culture, aide humanitaire... Souvent aussi elles sont en rébellion contre cette administration, tant et si bien que les mouvements de protestation sont devenus de plus en plus nombreux et ont pesé sur la politique de l'État et des autorités provinciales. Cette vitalité du capital social explique en partie que la transition vers le capitalisme et la démocratie se soit relativement bien passée en Pologne.

Henri Mendras fait un état des recherches sur les systèmes locaux de production en Europe. Les réseaux d'entreprises, soutenus par des institutions municipales, régionales et des réseaux de commercialisation, se sont développés et multipliés sous différentes formes dans plusieurs pays européens. Au Danemark et dans la Troisième Italie, des entreprises qui fabriquent le même produit sont en coopération/concurrence. En Bavière, le plus souvent, les réseaux sont constitués par des sous-traitants de grandes entreprises. En France, les capitales régionales ont développé depuis vingt ans des politiques industrielles qui ont attiré des entreprises de spécialisations variées avec l'appui des services de l'État. Rien de tel ne se rencontre en Grande-Bretagne et en Espagne.

L'ITALIE SUICIDAIRE ?

Henri Mendras, Sylvain Meyet *

Le premier miracle économique italien a été l'industrialisation du triangle Nord-Ouest : Milan-Turin-Gênes. A cause d'une démographie languissante, il n'a été possible que grâce à l'immigration de travailleurs du Mezzogiorno, comme en France les Bretons et les Maghrébins. L'industrie fordiste avait besoin d'ouvriers disciplinés, capables d'apprendre en quelques jours les gestes simples du travail parcellaire. En compensation des travailleurs qu'il envoyait au Nord, le Sud recevait le soutien de l'État-providence et les bienfaits des clientèles politiques : en quelque sorte, le Nord achetait ses travailleurs au Sud à travers le budget de l'État romain. La condition de perpétuation de cet échange était démographique : natalité faible au Nord et forte au Sud. Il fallait aussi qu'une différence forte de niveau de vie attirât les gens du Sud vers le Nord.

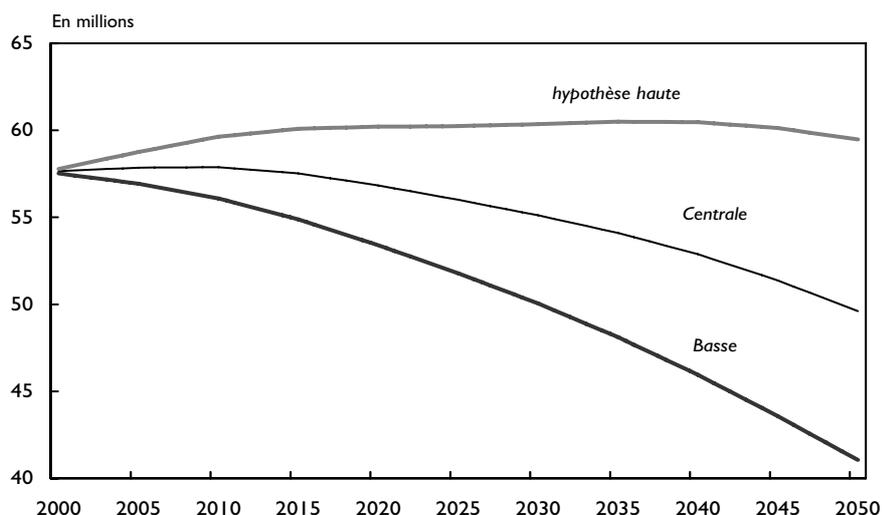
Le second miracle économique a débuté dans les années 1970 dans la *Troisième Italie* : celle du Centre et du Nord-Est, de Pérouse à Venise, en passant par Florence et Bologne. Précisément l'Italie des principautés de la fin du Moyen Âge et de la Renaissance. L'Italie des villes d'artisans et des campagnes de paysannerie indépendante où la famille et la parentèle étaient les charpentes de la vie sociale et de l'activité économique. Restée en marge de l'Histoire, cette *Troisième Italie* paraissait vouée à la somnolence et au tourisme. Et, curieusement, elle a trouvé dans ses structures familiales et municipales les ressorts d'un développement économique fondé sur les petites entreprises fonctionnant en réseau, appuyées par des institutions régionales et municipales, et branchées sur des réseaux de distribution internationaux. Arnaldo Bagnasco a modélisé ce nouveau système de production, fondé sur la confiance et dont la flexibilité a fait le succès.

Cet équilibre dynamique assurait la reproduction de la population de l'Italie, le Sud compensant le déficit du Nord jusqu'à ce que le taux de natalité du Sud chute à son tour depuis une dizaine d'années. Selon les régions, l'indice conjoncturel de fécondité du Nord est aux

* Ce texte a été élaboré dans le cadre d'un projet de recherche sur la prospective des marchés européens, mené par DSA, conseil en stratégie. Nous remercions Denis Stoclet de nous avoir autorisés à le publier. Nous remercions aussi Enzo Mingione et Marco Oberti qui nous ont généreusement fait partager leur savoir, mais qui ne sont en rien responsables de nos interprétations.

alentours d'un enfant par femme et celui du Sud a chuté à 1,3 en 2000, si bien que la moyenne de l'Italie se situe à 1,2. Le résultat est que la population italienne a commencé à diminuer et que cette diminution va s'accélérer. Tant et si bien qu'un pays d'émigration, qui a peuplé les Amériques, se trouve brusquement en besoin d'immigration.

I. Projections de population

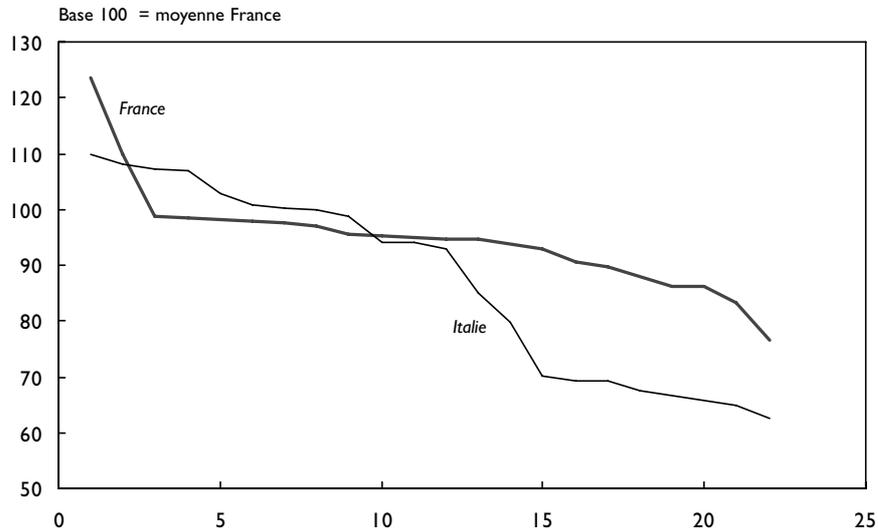


Note : Indice conjoncturel de fécondité :
Hypothèse haute : 2005 : 1,72 ; 2010 : 1,77 ; 2020 : 1,80 ; 2050 : 1,80
Hypothèse centrale : 2005 : 1,45 ; 2010 : 1,48 ; 2020 : 1,50 ; 2050 : 1,50
Hypothèse basse : 2005 : 1,21 ; 2010 : 1,22 ; 2020 : 1,27 ; 2050 : 1,30
Source : Données Eurostat, calculs Mathieu Plane et E. Algave, (OFCE).

Si l'Italie conserve son indice conjoncturel de fécondité actuel (qui suppose que celui du Sud ne continue pas à baisser), c'est l'hypothèse basse qu'il faut prendre en considération ; par conséquent la population diminuerait de près de 60 millions à près de 40 millions en cinquante ans¹. Il est clair que l'immigration ne pourra suffire à combler le déficit sans prendre avec le temps la forme d'une véritable invasion. Par ailleurs, cette évolution entraînera un vieillissement accéléré de la population ; or l'Italie est déjà le plus vieux des pays européens, avec 18 % de personnes de plus de 65 ans en 2000, et près de 30 % en 2040. Parmi les conséquences qui s'en suivront, le financement des retraites deviendra de plus en plus difficile : en 2000, avec 15 % du PIB, l'Italie a déjà le taux de prélèvement le plus élevé d'Europe (France et Allemagne : 12 %) ; en 2050, il se situera entre 20 et 22 % selon les projections des experts (Algave et Plane, 2001). La réforme courageuse de 1998 ne sera pas suffisante.

1. La légère remontée observée en 2000 va-t-elle se confirmer et se poursuivre ? Il y a peu de chance pour que l'indice remonte à 1,8, nécessaire pour assurer le maintien du chiffre actuel de la population.

2. Indices de dépenses par personne selon les régions Des régions du Nord (à gauche) vers les régions du Sud (à droite)



Source : DSA Consultant.

Le déséquilibre entre les Italiens du Nord et du Sud paraît en passe de s'aggraver plutôt que de se résorber. Si l'on compare le pouvoir d'achat entre les différentes régions italiennes (en parité de pouvoir d'achat), la disparité entre le Nord et le Sud est frappante. La distribution des régions françaises fournit un contraste révélateur : si l'on exclut l'Île-de-France et la Corse, la richesse est distribuée de façon homogène autour de la moyenne. L'Italie du Nord est l'une des régions les plus riches d'Europe, plus riche que la moyenne des régions françaises, tandis que le Sud de l'Italie est au niveau du Portugal et de la Grèce. Cette disparité italienne est entretenue par des mécanismes qui sont bien connus et toujours à l'œuvre. Par exemple, les produits artisanaux de qualité se vendent au Nord, alors qu'ils sont produits au Sud, tandis que les produits de masse de médiocre qualité produits au Nord sont vendus dans le Sud. Exemple anecdotique : la mozzarella de buffle artisanale produite au Sud se vend au Nord, tandis que la mozzarella « industrielle » produite au Nord s'écoule au Sud.

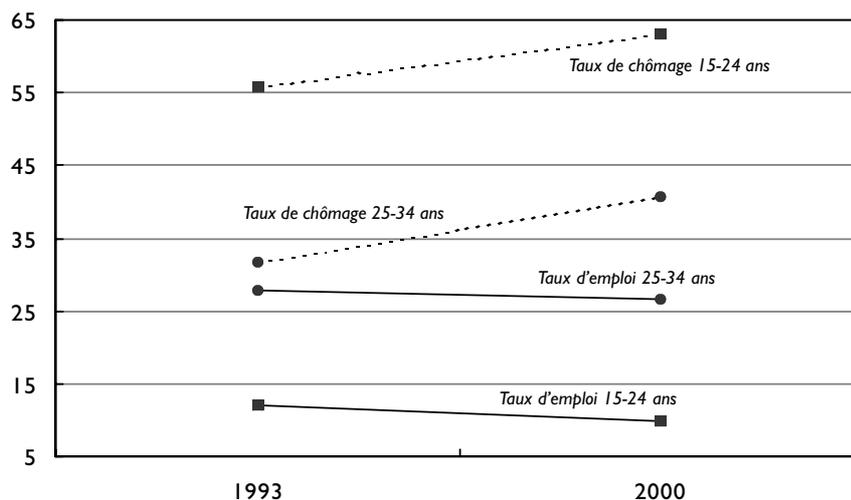
De même, la politique économique et l'État-providence entretiennent le Sud dans son sous-développement. Dans les années 1990, deux facteurs ont ainsi creusé l'écart entre le Nord et le Sud. La réduction du déficit public exigée par l'adhésion à la zone euro et la réforme des retraites ont été particulièrement défavorables au Sud où les prestations sociales forment une partie importante des revenus populaires et où la diminution des crédits d'investissement de l'État

a affecté durement le secteur du BTP, important au Sud. Autre facteur, l'opération Manu Pulite a eu comme effet indirect de geler une bonne part des investissements publics pour la durée des enquêtes, ce qui s'est répercuté principalement sur l'activité des entreprises du Sud.

Dans les années récentes, le dynamisme retrouvé de l'économie du Nord-Ouest et la faiblesse de la natalité ont fait baisser le chômage au-dessous de 5 %, si bien que les jeunes trouvent facilement un emploi, ce qui les incite à interrompre plus tôt leurs études pour gagner leur vie. Il s'ensuit aussi une augmentation du nombre des femmes qui ont un emploi, ce qui est une grande nouveauté dans une région où l'emploi féminin était faible. Aujourd'hui, le taux d'activité féminin au Nord est proche de la moyenne européenne, tandis que ce taux est le plus bas d'Europe au Mezzogiorno ; il est même en baisse ; l'augmentation du chômage entraîne une diminution accentuée du taux d'emploi.

La situation des jeunes femmes au Sud est simple et alarmante. Leur taux d'activité reste stable à un très bas niveau : 26,8 % pour les 15-24 ans en 2000, contre 43,4 % au Nord ; pour les 25-34 ans, 44,6 % au Sud et 76,7 % au Nord. Plus encore, leur taux d'emploi diminue alors que leur taux de chômage augmente. En résumé, ces jeunes femmes sont parmi les moins actives d'Europe. Ceci souligne bien les difficultés d'insertion pour les jeunes femmes du Sud. La grande majorité d'entre elles se trouve donc dans une situation de dépendance vis-à-vis de leur famille.

3. Taux d'emploi et de chômage des jeunes femmes en Italie du Sud



Source : DSA Consultant.

L'Italie se singularise par une structure familiale très particulière, révélée par deux chiffres. Les jeunes italiens, avec les jeunes espagnols, sont les jeunes européens qui demeurent le plus longtemps au foyer de leurs parents : ils quittent le foyer parental à 27 ans en moyenne alors qu'au Danemark ils le quittent à 20 ans. Et cette tendance se renforce : entre 1990 et 1998 la part des jeunes des 25-29 ans domiciliés chez leurs parents est passée de 40 à 60 % et près de 30 % des jeunes hommes de 30 à 34 ans n'ont pas encore quitté le domicile parental (contre 18 % de cette tranche d'âge dix ans plus tôt). La comparaison avec la France est saisissante, tant pour les filles que pour les garçons.

I - Part des garçons et des filles résidant chez leurs parents en France et en Italie par classe d'âge en 1994 (%).

	France		Italie	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
15-19 ans	94,8	90,9	97,3	95,3
20-24 ans	61,6	41,6	92,2	82,4
25-29 ans	22,5	10,3	66	44,1

Source : Scabini et Rossi (1997).

Le second chiffre est le taux des naissances hors mariage le plus faible d'Europe occidentale avec la Suisse (8,3 %), alors qu'il est de 40 % en France et près de 50 % au Danemark : en moyenne, les filles se marient à 28 ans et ont leur premier enfant à 29 ans ; au Danemark, elles se marient à 30 ans et ont eu à 28 ans leur premier enfant. Autrement dit, l'Italie et l'Espagne sont les deux seuls pays d'Europe où le mariage demeure le préalable à la procréation.

Ces deux chiffres illustrent le modèle familial abondamment décrit par les sociologues italiens, qui peut se schématiser, ou même se caricaturer, en quelques traits. La *mamma* assure à son foyer un service domestique de haute qualité : la *pasta* succulente, le logement cossu et briqué tous les jours, la chemise fraîche repassée tous les soirs pour que les jeunes soient fringants à la *passagietta* où à la discothèque. Luxes qui rendent d'autant plus difficile la vie de la mère qui a un emploi. De son côté, le père travaille dur pour financer ces luxes : il a très souvent deux emplois, notamment dans le Sud. Les enfants, adolescents et adultes, vivent « aux crochets » de leurs parents, comme le souligne plaisamment A. Cavalli, et ce jusqu'à 30 ans passés : filles et garçons vivent au foyer parental et ne contribuent généralement pas aux frais domestiques ; s'ils ont un emploi ou un « petit boulot », ce qu'ils gagnent leur sert d'argent de poche. Vivre chez les parents n'empêche pas d'avoir une liaison stable (plus ou moins), car les parents laissent aux garçons, comme aux filles, une autonomie complète.

De plus, le manque de petits logements et leur prix font que les jeunes couples sont obligés d'attendre le mariage pour avoir leur logement. En Italie, 70 % des ménages sont propriétaires de leur logement principal et seulement 20 % sont locataires dans le secteur privé. Le marché est donc étroit. Il l'est d'autant plus si l'on considère le nombre de logements occupés pour 1000 habitants. Il existe 441 logements pour 1 000 habitants (490 en France), dont 94 vacants (37 en France), soit 347 logements occupés pour 1000 habitants (27 % de moins qu'en France). Les logements à louer pour personnes seules ou jeunes couples sont rares. Il est donc beaucoup plus économique de rester dépendants, puisque cette dépendance est confortable et n'est pas contraignante.

Ce maintien si tardif des enfants au foyer parental est sans doute aussi encouragé par un État-providence très familialiste, qui ne fournit pas aux jeunes étudiants les moyens de prendre leur autonomie. Marco Oberti (2000) a souligné ce point dans une précédente chronique : *« Pour des raisons historiques et culturelles, le développement de l'État-providence en Italie n'a pas contribué à défamilialiser autant la prise en charge des enfants, qui reste encore de la responsabilité principale de la famille. Malgré de fortes disparités régionales, la politique d'aide à l'éducation passe moins par la production de services publics destinés à la petite enfance ou aux jeunes, et beaucoup plus par l'attribution d'allocations monétaires d'un faible montant versées aux familles. C'est par le biais des parents que l'on intervient sur les jeunes adultes. Ce modèle d'État-providence a pu se développer parce que la famille constitue traditionnellement une structure forte et centrale de la société italienne et explique qu'aujourd'hui encore, comparativement à la France, les familles italiennes supportent beaucoup plus directement le coût et la responsabilité de l'éducation et de la socialisation de leurs enfants, quel que soit leur âge ».*

Cette position des jeunes dans leur famille fait qu'ils se marient de plus en plus tard, qu'ils attendent d'avoir des emplois stables et lucratifs et d'être confortablement installés pour avoir un enfant. De plus, les jeunes ont connu d'expérience la charge que représente un enfant si on veut qu'il soit élevé comme ils l'ont été eux-mêmes : dans leur esprit, cette surévaluation de l'enfant a entraîné l'esclavage de leurs parents et les jeunes ne sont pas prêts à s'y soumettre. Il n'est donc pas question d'avoir un enfant sans être marié. Dans les classes moyennes, la première naissance est souvent retardée de cinq ou six ans après le mariage : fait unique en Europe. Ainsi, le taux de 1,2 enfant par femme s'explique aisément : retard des naissances, couples sans enfant, enfant unique forment la moyenne la plus faible d'Europe.

Les différences régionales sont fortes et montrent que si, dans le Sud, le chômage pourrait expliquer (comme c'est le cas en France) que les jeunes chômeurs ne puissent quitter le domicile parental, cette explication n'est pas la bonne puisqu'au Nord, près de 60 % des

jeunes qui habitent chez leurs parents ont un emploi et que le nombre des étudiants varie peu d'une région à l'autre. Les étudiants italiens ont plus rarement un emploi (15 % à plein temps, 41 % occasionnel) que leurs homologues français (respectivement 29 % et 60 %). Et pourtant les aides aux étudiants sont beaucoup plus parcimonieuses en Italie comparées à celles dont bénéficient les étudiants français : 5 % de boursiers contre 22 % en France, aucune résidence universitaire en Italie ; 80 % des étudiants italiens vivent chez leurs parents (37 % en France).

2. Mode de résidence des étudiants français et italiens

En %	France	Italie
Chez les parents	37,3	80,1
Logement payé par les parents	27,3	6,4
<i>Sous-total « dépendant des parents »</i>	<i>64,6</i>	<i>86,5</i>
Chez petit(e) ami(e)	3,8	2,8
Logement indépendant	20,4	10,7
Cité universitaire	11,2	0
<i>Sous-total « indépendant »</i>	<i>35,4</i>	<i>13,5</i>

Source : France : OSC, 1992 ; Italie : Institut Gramsci/Université de Turin, 1995/96).

On peut s'interroger pour savoir si ce maintien des jeunes italiens sous dépendance tardive de leurs parents dans une situation très confortable n'entraîne pas chez eux un report de l'apprentissage des responsabilités et une difficulté à devenir adulte : les jeunes italiens seraient frappés de « néoténie »². Jusqu'à 30 ou 35 ans, les jeunes ont « la bonne vie » et ne font pas leur apprentissage de la vie adulte, alors que dans le reste de l'Europe la jeunesse est une période d'apprentissage de la vie professionnelle et de la vie en couple à travers des essais, des échecs et des succès. Les garçons sont particulièrement bien protégés et privilégiés puisqu'ils n'ont pas la charge de leur entretien. Ils attendent donc que leur épouse reprenne le rôle de leur mère et les entoure de soins prévenants. Ils seront cruellement déçus puisque les filles refusent de reproduire le modèle maternel et de se dépenser sans compter pour assurer le service domestique de haute qualité auquel leurs époux ont été habitués. Elles ont acquis des diplômes et commencent à se porter sur le marché du travail.

Les générations de femmes ayant aujourd'hui entre 40 et 60 ans ont accepté ce rôle, parfois à contrecœur. Mais leurs filles, les générations de 20 à 35 ans, rejettent violemment ce modèle. Ces jeunes

2. Terme de biologie : persistance de formes larvaires au cours du développement d'un organisme.

femmes fréquentent l'école de plus en plus longtemps (de ce point de vue, le Sud a rattrapé le Nord) et ont donc d'autres aspirations. Elles vivent une situation ambiguë : elles profitent totalement de ce modèle qu'elles ne veulent en rien reproduire. Bien au contraire, elles rêvent d'émancipation, d'indépendance et d'épanouissement par le travail, au Nord comme au Sud. Or les jeunes hommes ont aussi été éduqués selon le modèle traditionnel ; ils restent chez leur mère jusqu'à 30-35 ans pour se retrouver ensuite directement dans la condition d'homme marié.

Deux modèles contradictoires doivent donc cohabiter. En se mariant, les jeunes hommes pensent épouser une femme remplissant les tâches domestiques avec dévouement, qu'elle ait un emploi (comme au Nord) ou en restant à la maison (comme au Sud). Et les jeunes femmes, qui n'ont jamais accompli de tâches domestiques chez leur mère, ne rêvent que de travailler en dehors du foyer. Alors qu'en France la cohabitation avant le mariage permet l'apprentissage des concessions, en Italie cette expérience se fait dans le cadre du mariage. Ce modèle familial explique qu'au Nord les garçons qui interrompent leurs études pour gagner de l'argent restent chez leurs parents tardivement, tandis qu'au Sud ils prolongent leurs études. Voyant leur père exténué par deux emplois, ils font des études de plus en plus longues pour échapper à ce modèle. Mais ils n'ont aucune envie d'émigrer vers les grandes villes du Nord ; l'aménité de la vie les retient au Sud puisque leurs parents les entretiennent.

Enfin, au Nord comme au Sud, l'allongement de la vie fait que les mères italiennes doivent souvent s'occuper en même temps de leurs enfants adultes et de leurs vieux parents et beaux-parents. Rappelons que l'Italie est déjà le pays qui a le plus haut pourcentage de personnes de plus de 65 ans (18 %). Selon les prévisions démographiques, il devrait s'élever à près de 32 % en 2045 et plafonner ensuite, alors qu'en France, en Allemagne et au Royaume-Uni ce pourcentage plafonnera autour de 25 % dix ans plus tôt, en 2035.

Ce diagnostic, volontairement et sans doute exagérément pessimiste, même alarmiste, a été construit en rassemblant des symptômes inquiétants. Sans doute peut-on faire confiance à l'imagination et à l'agilité des Italiens pour qu'ils inventent les conditions d'un troisième miracle économique.

Les solutions envisageables pour écarter ce scénario ressortent clairement de l'analyse :

- Un redémarrage des migrations des jeunes du Sud vers le Nord, qui laisserait le Sud dans son sous-développement ;
- Un décollage économique du Mezzogiorno que certains observateurs croient voir à un horizon proche ;

- Une immigration qualifiée qui s'intègre convenablement dans la société et la civilisation italiennes ;
- Une augmentation de l'emploi féminin, notamment par le développement du temps partiel ;
- Une transformation révolutionnaire de la structure familiale avec tous les changements institutionnels et culturels nécessaires.

Reprenons rapidement ces diverses possibilités. Quelques îlots de développement donnent à espérer un décollage économique du Mezzogiorno, décollage que l'on attend depuis cinquante ans. Dans les Pouilles, un frémissement justifie l'espoir d'un tel décollage. Ailleurs, on cite, aujourd'hui comme hier, des exemples de réussites ponctuelles qui n'ont jamais entraîné de dynamique régionale : le « triangle du canapé » qui produit 60 % des canapés en cuir produits en Italie grâce à un réseau de petites entreprises qui ont su utiliser les compétences des ébénistes et des bourreliers sous le *leadership* d'un entrepreneur local Pasquale Natuzzi. Un autre exemple est l'usine Fiat de Melfi qui a suscité un réseau de petites entreprises sous-traitantes (L. Burrioni et C. Trigilia, 2001). Il semble bien que l'esprit d'entreprise, la structure familiale et les institutions locales qui ont fait le succès de la *Troisième Italie* fassent toujours défaut dans le Sud ; et que l'analyse de E. Banfield se révèle toujours d'actualité, quarante ans plus tard. Quels emplois peuvent espérer trouver ces jeunes méridionaux, hommes et femmes, qui ont fait des études longues dans l'espoir de sortir de la condition de leur père et de leur mère ? Seront-ils confrontés au choix d'émigrer vers le Nord ou de rester chez eux, frustrés de leurs ambitions, ou auront-ils l'énergie et les capacités pour faire sauter les verrous culturels qui ont entravé leurs parents ?

Dans la *Troisième Italie*, les petites entreprises fondées sur la famille, liées entre elles par des réseaux de confiance, supposent une natalité forte pour que chaque famille, ou que chaque parentèle, trouve parmi ses enfants les compétences variées nécessaires à toute entreprise : entrepreneur, gestionnaire, technicien, exécutant. Et tous partagent la même éthique du travail et de la petite entreprise ; les salariés eux-mêmes comprenant que le succès de l'entreprise conditionne leur propre vie. Il est clair qu'un tel système aura de la peine à se transformer si la natalité continue à baisser pour atteindre le niveau du Nord-Ouest.

Dans le Nord-Ouest, l'économie paraît en manque de main-d'œuvre. Les jeunes hommes cessent plutôt tôt leurs études puisqu'ils trouvent aisément un emploi bien rémunéré et qu'ils vivent chez leurs parents. Certes, beaucoup reprendront les petites entreprises familiales où ils feront travailler des ouvriers qualifiés issus de l'immigration. Cependant, ces jeunes entrepreneurs peu diplômés, à la tête d'entreprises familiales bâties sur un savoir technique pratique, seront-ils capables de trouver et d'introduire les innovations nécessaires face à

la compétition internationale ? Ou bien verront-ils ces innovations comme des remises en cause de leur pouvoir ? L'Italie est déjà un pays européen où la recherche appliquée n'est pas très importante, et la dynamique sociale au Nord ne semble pas la pousser dans cette voie. A long terme, la baisse du niveau scolaire moyen au Nord peut devenir inquiétante puisque l'économie européenne doit être de plus en plus soutenue par une haute technicité pour conserver son avance sur les économies émergentes. L'Italie est déjà un pays qui consacre peu de ressources au secteur Recherche et Développement (V. Gollain, 2001).

Les perspectives démographiques présentées en début d'article montrent un besoin de population visible pour les démographes et les responsables de l'économie, mais non pour l'ensemble des citoyens qui trahissent de forts sentiments xénophobes dont les hommes politiques seront bien obligés de tenir compte. Le débat est donc ouvert entre partisans et adversaires de l'immigration, et les institutions sont prises de court par ce phénomène nouveau, notamment l'école qui n'a jamais eu à intégrer des enfants d'immigrés. L'intégration sera peut-être plus facile qu'en France puisqu'il n'y a pas de souvenirs coloniaux.

Par ailleurs, il faudrait préciser quel genre d'emplois ces immigrés peuvent exercer. D'un côté, l'industrie n'a plus besoin de manœuvres mais de techniciens et d'ingénieurs de plus ou moins haut niveau ; de l'autre, le secteur tertiaire d'employés de niveau baccalauréat au minimum. Les petites entreprises commencent à former ces techniciens ; en revanche les grandes manqueront d'ingénieurs.

Les femmes constituent le seul réservoir de main-d'œuvre diplômée disponible. En effet, le taux d'emploi des femmes s'est élevé dans les années récentes jusqu'à atteindre la moyenne européenne (55 %), mais il demeure inférieur au taux français.

À long terme, le déficit des naissances reste un danger majeur. Danger qui menace également l'Espagne et l'Allemagne, notamment la Bavière et les nouveaux *Länder*. Dans ces trois pays, compter que l'immigration suffira à résoudre le problème paraît d'un optimisme illusoire. Une politique nataliste cohérente s'impose. Le ministre-Président de Bavière, puis le Chancelier, ont annoncé qu'ils allaient payer les enfants, et la Cour de Karlsruhe a décidé qu'il était équitable de diminuer les impôts des parents de plusieurs enfants puisque ces enfants, devenus adultes, contribueront à payer les retraites de tous les Allemands. Or, c'est une erreur grave de penser que des mesures financières peuvent suffire à combattre la dénatalité ; l'expérience des pays scandinaves et de la France le montre abondamment.

C'est la condition de la femme qui doit être modifiée de fond en comble. Il faut pousser les femmes à entrer massivement sur le marché de l'emploi et pour cela les décharger des tâches parentales et éducatives, et donc créer des écoles maternelles, des crèches, des colonies

de vacances, des garderies de toutes sortes ; les congés parentaux et les allocations n'ont d'effet qu'accessoire. La comparaison entre les différents pays européens présentée par Catherine Hakim (2001) montre l'importance des facteurs culturels : c'est parce que les femmes françaises ont voulu avoir à la fois des enfants et un emploi qu'elles ont obtenu de l'État-providence français les institutions et les mesures qui rendaient possible de réaliser leur double ambition. Avoir un emploi leur paraissait la condition nécessaire pour obtenir indépendance et reconnaissance sociale à égalité avec les hommes. Pour s'accomplir en tant que femmes, elles voulaient être mères. Visiblement les femmes allemandes ne partagent ces convictions puisqu'un tiers d'entre elles n'auront pas d'enfant.

En Italie, la révolution culturelle paraît particulièrement impérieuse. Si le mariage tardif est un frein à la natalité, il faudrait que le mariage ne soit plus le préalable obligé à la naissance d'un enfant, comme ailleurs en Europe. La structure familiale doit éclater : la *mamma* doit mettre dehors ses enfants le plus tôt possible, ce qui suppose de construire des logements bon marché pour les jeunes couples et d'allouer des aides au logement pour les bas salaires.

Cependant, cette véritable révolution idéologique, culturelle et familiale ne doit pas risquer de mettre en péril la civilisation italienne ; pour le monde entier ce serait une perte irréparable et catastrophique.

Références bibliographiques

- ALGAVE Elisabeth et Mathieu PLANE, 2001 : « Vieillesse et protection sociale : comparaison de six pays de l'Union européenne », *Revue de l'OFCE*, n° 79, octobre.
- BAGNASCO Arnaldo et Carlo TRIGILIA, 1993 : *La construction sociale du marché : le défi de la Troisième Italie*, École Normale Supérieure, Cachan.
- BANFIELD Edward, 1985 : *The Moral Basis of a Backward Society*, The Free Press of Glencoe, New York.
- BURRONI Luigi and Carlo TRIGILIA, 2001 : « Italy : Economic Development Through Local Systems » in C. Crouch, P. Le Galès et H. Voelzkow, *Local Production Systems in Europe*, Oxford University Press, Oxford.
- GOLLAIN Vincent, 2001 : « Le palmarès des régions », *Futuribles*, n° 268, octobre, pp. 47-70.

■ Henri Mendras et Sylvain Meyet

HAKIM Catherine : « Les femmes obtiennent-elles ce qu'elles veulent ou se contentent-elles de ce qu'on leur propose ? » *Revue de l'OFCE*, n° 77, avril 2001, pp. 297-306.

OBERTI Marco, 2000 : « Relations et dépendances familiales », *Revue de l'OFCE*, n° 73, avril, pp. 259-276.